

Arrêt

n° 325 636 du 23 avril 2025
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître L. LAHAYE
Rue de Florence 13
1000 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 avril 2024 par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé « le Commissaire adjoint »), prise le 12 avril 2024.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 14 octobre 2024 convoquant les parties à l'audience du 22 novembre 2024.

Entendu, en son rapport, F.-X. GROULARD, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me C. DEVILLEZ /oco Me L. LAHAYE, avocat, et S. LEJEUNE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision « demande irrecevable (demande ultérieure) », prise par le Commissaire adjoint, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

D'après vos déclarations, vous êtes de nationalité sénégalaise, d'appartenance ethnique sérère et de religion musulmane.

Le 21 mai 2019, vous introduisez une première demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers. A l'appui de votre demande, vous invoquez des problèmes liés à votre orientation sexuelle.

Le 28 mars 2022, le Commissariat général vous notifie une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, compte tenu de l'absence de crédibilité de vos déclarations relatives à votre orientation sexuelle.

Cette décision est confirmée par le Conseil du contentieux des étrangers, dans son arrêt n ° 278 135 du **29 septembre 2022**, qui conclut à l'absence de bien-fondé de la crainte de persécution que vous invoquez à la base de votre demande.

Le **13 mars 2024**, sans être retourné dans votre pays d'origine, vous introduisez une deuxième demande de protection internationale à l'Office des étrangers dont objet.

A l'appui de cette demande, vous déclarez qu'après avoir contacté votre sœur pour lui demander des documents, elle a retrouvé une convocation de police datant de 2015 vous concernant et une convocation de votre père par le chef du quartier. Vous déclarez également entretenir depuis six mois, une relation avec un certain [D.] et avoir des messages pouvant confirmer votre relation. Vous ajoutez être membre de l'association arc-en-ciel depuis 2019.

B. Motivation

Pour ce qui concerne l'évaluation qu'il convient d'effectuer en application de l'article 48/9 de la Loi sur les étrangers, relevons tout d'abord qu'à l'occasion de votre première demande de protection internationale, le Commissariat général n'avait constaté, dans votre chef, aucun besoin procédural spécial qui aurait justifié certaines mesures de soutien spécifiques.

Or, sur la base de l'ensemble des informations qui figurent actuellement dans votre dossier administratif, l'on ne peut que constater qu'aucun nouvel élément ne se présente, ou n'a été présenté par vous, qui remettrait en cause cette évaluation.

Par conséquent, l'évaluation qui avait été faite reste pleinement valable et il peut être raisonnablement considéré, dans le cadre de la procédure actuelle, que vos droits sont respectés et que vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après examen de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, force est de constater que votre deuxième demande de protection internationale, ne peut être déclarée recevable.

Conformément à l'article 57/6/2, §1er, alinéa 1er de la Loi sur les étrangers, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande irrecevable.

En effet, force est de constater que votre deuxième demande de protection internationale s'appuie essentiellement sur les motifs que vous avez déjà exposés à l'occasion de votre demande précédente, à savoir votre orientation sexuelle.

Ainsi, dans le rapport **déclaration demande ultérieure**(ci-après dénommé « DDU ») établi par l'Office des étrangers en date du **27 mars 2024**, questionnaire concernant les éléments nouveaux et vos craintes en cas de retour dans votre pays d'origine, vous déclarez craindre d'être tué en raison de votre orientation sexuelle (DDU, question 20).

Dès lors, il ressort de vos déclarations dans cette deuxième demande de protection internationale, que vous vous contentez de lier vos craintes et motifs d'asile à ceux que vous avez déjà exposés au CGRA précédemment et lors de votre recours devant le CCE et qui n'avaient pas été jugés comme étant de nature à justifier une crainte fondée de persécution dans votre chef. Le CGRA et le CCE avaient en effet remis en cause votre orientation sexuelle et les faits que vous invoquiez (voir en ce sens l'arrêt n° 278 135 du **29 septembre 2022**).

Le CGRA observe que, si lors de votre entretien à l'Office des étrangers, vous évoquez l'existence d'une convocation de police datant de 2015 et une convocation de votre père par le chef du quartier, vous ne joignez pas ces documents à votre dossier.

La même constatation peut être faite concernant la relation que vous dites entretenir depuis six mois avec un certain [D.] : vous évoquez des messages pouvant selon vous confirmer votre relation mais ne joignez pas lesdits documents à votre présente demande.

Enfin, vous déclarez être membre de l'association arc-en-ciel depuis 2019 et avoir participé à certaines de leurs activités. Il convient de noter que votre participation à des activités de loisirs dédiées principalement à la communauté LGBTQ ne suffit pas à rétablir la crédibilité de vos déclarations ou à prouver, à elle seule, votre orientation sexuelle. En effet, ce type de structure est ouverte à toute personne sympathisante à la cause, sans discrimination relative à l'orientation sexuelle et le fait de participer à des réunions ou des activités d'une asbl qui défend les droits des homosexuels (comme de recevoir des documents de cette asbl), n'atteste en rien d'une quelconque orientation sexuelle.

Compte tenu de ce qui précède, il apparaît donc que vous n'avez présenté aucun nouvel élément ou fait nouveau qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. Le CGRA ne dispose pas non plus de tels éléments.

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je déclare votre demande de protection internationale irrecevable au sens de l'article 57/6/2, § 1er de la Loi sur les étrangers.

J'attire votre attention sur le fait que cette décision est susceptible d'un recours suspensif conformément à ce qui est prévu à l'article 39/70, alinéa 1er de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ce recours doit être introduit dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision.

Néanmoins, si vous vous trouviez en situation de maintien ou de détention ou étiez mis à disposition du gouvernement au moment de votre demande de protection internationale, le délai pour introduire un recours est de 5 jours à compter de la notification de la décision (article 39/57, § 1er, alinéa 2, 3° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lu conjointement avec l'article 74/8 ou 74/9 de la même loi).

J'informe la secrétaire d'état et son délégué qu'au vu des constatations qui précèdent et compte tenu de l'ensemble des faits pertinents liés aux demandes de protection internationale de l'intéressé(e) et de l'ensemble du dossier administratif y relatif, il n'existe pas d'élément dont il peut ressortir qu'une mesure d'éloignement ou de refoulement de l'intéressé(e) vers son pays de nationalité ou de résidence habituelle constituerait une violation du principe de non-refoulement au regard des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. »

2. Les faits et les rétroactes de la procédure

2.1. Le requérant, de nationalité sénégalaise, a introduit une deuxième demande de protection internationale en date du 13 mars 2024 après le rejet d'une précédente demande par l'arrêt du Conseil n° 278 135 du 29 septembre 2022. Il n'est pas retourné dans son pays d'origine depuis lors et invoque les mêmes motifs que précédemment, à savoir une crainte liée à son orientation sexuelle.

2.2. Le 12 avril 2024, la partie défenderesse a pris une décision qui déclare irrecevable la demande de protection internationale ultérieure du requérant en application de l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

Il s'agit de la décision attaquée.

3. La thèse du requérant

3.1. Dans son recours devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé « le Conseil »), le requérant confirme l'essentiel de l'exposé des faits et des rétroactes de la procédure figurant dans la décision entreprise.

3.2. Le requérant conteste la motivation de cette décision.

Il invoque un moyen unique qu'il décline comme suit :

« Le moyen est pris de l'erreur d'appréciation et de la violation des articles 48 à 48/7 et 57/6/2, §1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers [...] et de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 et 62 [de la même loi] sur la motivation formelle des actes administratifs ainsi que le principe général de bonne administration et du devoir de minutie et de prudence ».

3.3. En conclusion, le requérant demande au Conseil, à titre principal, de réformer la décision entreprise et ainsi de lui reconnaître la qualité de réfugié ou, à titre subsidiaire, de lui octroyer la protection subsidiaire. A titre infiniment subsidiaire, il sollicite le Conseil afin d'annuler ladite décision entreprise.

3.4. Outre une copie de la décision attaquée et des pièces relatives au bénéfice du *pro deo*, le requérant joint à son recours différents documents qu'il inventorie comme suit :

*« [...] 3. Courrier [de son] conseil [...] au CGRA, dd. 27.03.2024 ;
4. Demande de révision, dd. 19.04.2024 ;
5. Echanges de messages WhatsApp entre le requérant et son partenaire ;
6. Attestations de la Maison Arc-en-Ciel ;
7. Extrait code pénal sénégalais ».*

3.5. Par le biais d'une note complémentaire datée du 20 novembre 2024 (v. pièce 7 du dossier de la procédure), le requérant transmet au Conseil différents documents qu'il inventorie comme suit :

*« 1) Preuve des activités sur l'application [...] ;
2) Echanges de messages entre le requérant et des hommes sur l'application ;
3) Preuve de participation au groupe WhatsApp [...] » .*

3.6. Par le biais d'une note complémentaire datée du 22 novembre 2024 (v. pièce 9 du dossier de la procédure), le requérant fait parvenir au Conseil des documents qu'il inventorie comme suit :

« 1) Copie de la convocation reçue par le Commissariat de Ziguincho[r], et copie d'un témoignage de sa sœur, de l'enveloppe reçue par celle-ci ».

4. La thèse de la partie défenderesse

Comme mentionné *supra*, la partie défenderesse fait application dans sa décision de l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 et conclut à l'irrecevabilité de la demande ultérieure de protection internationale du requérant. Elle considère en effet, pour des motifs qu'elle développe, qu'il n'existe pas, en l'espèce, de nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité que celui-ci puisse prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

5. L'appréciation du Conseil

5.1. A titre liminaire, en ce que le requérant semble regretter dans son recours de n'avoir pas été entendu dans le cadre de sa demande ultérieure (v. requête, p. 7), le Conseil relève que celui-ci a été auditionné par la partie défenderesse le 22 octobre 2021, pendant plus de quatre heures, à l'occasion de sa première demande de protection internationale puis a été invité par les services de l'Office des étrangers à exposer l'ensemble des éléments qui fondent sa demande ultérieure dans le cadre de sa *Déclaration demande ultérieure*. Le Conseil rappelle par ailleurs qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'impose à la partie défenderesse d'entendre elle-même le demandeur de protection internationale qui introduit une demande ultérieure.

L'article 57/5 *ter*, § 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 se lit comme suit:

« § 2. L'entretien personnel visé au paragraphe 1^{er} n'a pas lieu lorsque :

[...] 3° dans le cas de l'article 57/6/2, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides estime qu'il peut prendre une décision sur la base d'un examen exhaustif des éléments fournis au ministre ou à son délégué par le demandeur, comme le détermine l'article 51/8. »

Cette disposition n'ouvre pas à la partie défenderesse une simple faculté de ne pas procéder à l'entretien personnel : en effet, lorsque l'hypothèse visée est rencontrée, cet entretien personnel « n'a pas lieu ».

En tout état de cause, l'introduction, comme en l'espèce, d'un recours de plein contentieux devant le Conseil, offre au requérant l'opportunité de faire valoir, devant le Conseil, tous ses arguments et toutes ses remarques et critiques concrètes à l'égard des motifs de la décision qu'il conteste.

5.2. Par ailleurs, le Conseil rappelle que pour satisfaire à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, une décision doit faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur de manière à permettre à son destinataire de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle : ainsi, la partie défenderesse doit, dans sa décision, fournir au demandeur une connaissance claire et suffisante des considérations de droit et de fait qui l'ont déterminée, en sorte que ce dernier puisse comprendre les raisons qui la justifient et apprécier l'opportunité de les contester utilement.

En l'espèce, le Commissaire adjoint, se référant expressément à l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 et estimant que, dans le cadre de sa deuxième demande de protection internationale, le requérant n'a présenté aucun nouvel élément ou fait qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi, considère que le requérant ne l'a pas convaincu qu'il a quitté son pays ou qu'il en demeure éloigné par crainte de persécution ou qu'il existe dans son chef un risque réel de subir des atteintes graves.

Il en découle que la décision attaquée développe les motifs qui l'amènent à rejeter la deuxième demande de protection internationale du requérant. Cette motivation est claire et lui permet de comprendre les raisons de ce rejet.

La décision est donc formellement motivée conformément à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.

5.3. *In casu*, il n'est pas contesté que la présente demande de protection internationale constitue une demande ultérieure au sens de l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

L'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 est libellé comme suit :

« Après réception de la demande ultérieure transmise par le ministre ou son délégué sur la base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments ou faits, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande irrecevable. Dans le cas contraire, ou si le demandeur a uniquement fait auparavant l'objet d'une décision de clôture prise en application de l'article 57/6/5, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° ou 5° le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande recevable. »

5.4. La question en débat consiste dès lors à examiner si le requérant a présenté à l'appui de sa demande ultérieure de nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

5.5. Le Conseil observe qu'à l'appui de sa demande ultérieure, le requérant répète qu'il redoute de retourner au Sénégal en raison de son homosexualité. Il fait état d'une convocation de police qui serait liée aux problèmes qu'il déclare avoir rencontrés au pays ainsi que d'un écrit du chef de quartier. Il fait également

allusion à des échanges avec un dénommé D. avec qui il aurait entretenu une relation amoureuse en Belgique. Il précise par ailleurs qu'il est membre de la Maison Arc-en-ciel dans le Royaume et qu'il participe à des activités de cette association. Il joint plusieurs nouvelles pièces à ses écrits de la procédure.

5.6.1. Le Conseil estime toutefois que les nouveaux éléments et faits présentés par le requérant à l'appui de sa deuxième demande n'augmentent pas de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à une protection internationale.

5.6.2. Tout d'abord, par rapport aux faits vécus au Sénégal, le requérant dépose une copie d'un courrier du 15 avril 2023 qui, selon ses dires, a été rédigé par sa sœur, une dénommée F. T. (accompagnée d'une copie de « carte d'identité CEDEAO » au nom de cette dernière) ainsi que des copies d'une convocation de la Direction générale de la Sureté nationale, d'un écrit du délégué du quartier de « Boucotte-Nord dans la commune de Ziguinchor » ayant pour objet son « [e]xclusion du quartier » et d'une enveloppe (v. pièces jointes à la note complémentaire du 22 novembre 2024).

Ces pièces ne disposent que d'une faible force probante.

La copie de courrier du 15 avril 2023 a un caractère privé, de sorte que la sincérité de son auteure, et la véracité de son contenu ne peuvent être garanties. De plus, le nom de sa signataire n'y est pas expressément mentionné, il a été rédigé plus de sept ans après les événements relatés et ne fait aucune allusion aux faits précis dont le requérant déclare qu'ils sont à l'origine de son départ du Sénégal ni à son orientation sexuelle.

Quant à la copie de convocation de la Direction générale de la Sureté nationale, elle est datée du 16 janvier 2016, soit d'il y a plus de neuf ans, alors que le requérant la situe en 2015 dans sa *Déclaration demande ultérieure* (v. question 17). En outre, elle ne mentionne pas de motif, de sorte que rien n'indique qu'elle a un lien avec les faits que le requérant allègue à l'appui de sa demande de protection internationale.

La copie de la lettre du délégué du quartier de « Boucotte-Nord dans la commune de Ziguinchor » n'est pas plus récente. La date qui y est inscrite - raturée au niveau de l'année - est le 1^{er} février 2016. De plus, elle est rédigée sur une simple feuille blanche sans entête et son auteur n'est pas formellement identifié. Le Conseil s'étonne également de la différence entre l'écriture du corps du texte et de la signature. Quoiqu'il en soit, elle est très sommaire et n'aborde la raison de la prétendue exclusion du requérant du quartier qu'en des termes particulièrement vagues (« actes contre nature »).

S'agissant de la copie d'enveloppe, elle permet tout au plus d'établir que le requérant a reçu un courrier en provenance du Sénégal d'une dénommée F. T.

5.6.3. Ensuite, concernant son orientation sexuelle, le requérant avance qu'il a entretenu en Belgique durant plusieurs mois une relation intime avec un homme, un dénommé D. Afin d'appuyer la réalité de cette relation, il dépose des copies d'extraits d'« [é]changes de messages Whatsapp entre [lui] et son partenaire » (v. pièce 5 jointe à la requête). De tels extraits de conversations qui ont un caractère privé n'ont qu'une force probante très relative. Le Conseil ne peut s'assurer de la fiabilité de leur contenu ni des circonstances dans lesquelles elles ont eu lieu. De plus, alors que le requérant affirme dans sa *Déclaration demande ultérieure* du 27 mars 2024 avoir fait la connaissance de D. par l'intermédiaire d'un site Internet « il y a de cela sept mois » (v. question 17), le Conseil remarque que certains extraits d'échanges « Whatsapp » avec le dénommé D. datent déjà de la fin juin 2023, ce qui apparaît peu cohérent. Lors de l'audience, le requérant prétend d'ailleurs dans un premier temps avoir rencontré D. en janvier 2024, ce qui contredit encore davantage ses déclarations antérieures. A cela s'ajoute que le requérant n'a pas non plus été en mesure de fournir lors de l'audience des informations un tant soit peu consistantes à propos de D. G. Il ne connaît par exemple pas sa date d'anniversaire ni sa profession, et ne sait pas dater avec certitude la fin de leur relation. Au vu de cet ensemble d'éléments, le Conseil estime, contrairement à la requête, que ces seuls extraits de messages tirés du réseau social « Whatsapp » que le requérant verse au dossier de la procédure ne sont pas à même d'établir qu'il « est en relation continue avec [D.] depuis au moins 7 mois, en corroboration avec ses déclarations à l'Office des étrangers » tel qu'allégué (v. requête, p. 8).

Quant aux pièces 1 et 2 annexées à la note complémentaire du 20 novembre 2024, à savoir d'autres copies d'extraits d'échanges tirés, selon le requérant, d'« une application de rencontre gay » (v. note complémentaire du 20 novembre 2024, p. 2), elles ne font qu'attester que des personnes - qui ne sont pas formellement identifiées - se sont envoyés des messages (pour certains à caractère sexuel). Rien ne permet toutefois d'en déduire que le requérant est l'une de ces personnes. De plus, ces échanges ont une nature privée, de sorte que la véracité de leur contenu ne peut être garantie.

S'agissant des copies d'attestations de la Maison Arc-en-ciel du 12 juillet 2023, du 9 août 2023, du 4 septembre 2023, du 13 septembre 2023, et du 21 février 2024 (v. pièce 6 jointe à la requête), il en ressort que le requérant a bénéficié auprès de cette association d'entretiens individuels et qu'au cours des

différentes entrevues il a eu l'occasion de relater son récit d'asile. Quant aux copies de messages visiblement tirés d'un groupe « Whatsapp » de cette association dont le requérant dit faire partie, le Conseil n'aperçoit pas sous quel nom il apparaîtrait (v. pièce 3 jointe à la note complémentaire du 20 novembre 2024). Quoiqu'il en soit, ces pièces établissent tout au plus que ses participants s'échangent des messages via ce réseau social mais ne sauraient constituer à elles seuls une preuve de l'orientation sexuelle alléguée par le requérant, ce type de structure n'étant pas réservée à la communauté homosexuelle.

5.6.4. Enfin, pour ce qui des informations générales ayant trait à l'homosexualité au Sénégal (v. requête, pp. 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 ; pièce 7 jointe à la requête), elles n'ont pas de pertinence dans la présente affaire. En effet, en l'espèce, l'orientation sexuelle du requérant ne peut être tenue pour établie. Le Conseil rappelle qu'il n'a pas pour tâche de statuer *in abstracto*, sur une base purement hypothétique : il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement une crainte fondée de persécutions ou un risque réel de subir des atteintes graves ou qu'il fait partie d'un groupe systématiquement exposé à pareilles persécutions ou atteintes au regard des informations disponibles sur son pays, *quod non* en l'espèce.

5.7. Du reste, dans sa requête, le requérant soutient que le lendemain de son audition par les services de l'Office des étrangers, son conseil a écrit à la partie défenderesse en indiquant qu'il « [...] récoltait des preuves afin d'appuyer la véracité de son récit » et qu'il lui a adressé un autre courrier le 19 avril 2024 dans lequel il demandait la révision de la décision d'irrecevabilité prise à son égard auquel sont jointes « [...] les pièces qu'il souhaitait de base transmettre à l'administration » (v. pièces 3 et 4 jointes au recours). Il déplore que « [l]e CGRA n'a[ît] donné aucune suite à ce courrier, ni révisé la décision ». Cette critique manque toutefois de pertinence à ce stade de la procédure. Le Conseil observe en effet que la pièce 3 jointe au recours est une simple pièce de procédure tirée du dossier administratif (v. pièce 6 dudit dossier), que le courrier du 19 avril 2024 est postérieur à l'adoption de l'acte attaqué mais également à un courriel du conseil du requérant du 17 avril 2024 demandant la copie du dossier administratif à la partie défenderesse (v. dossier administratif, pièce 3), et que les documents joints à ce courrier du 19 avril 2024, à savoir les copies d'échanges de messages « Whatsapp » avec D., d'attestations de la Maison Arc-en-ciel et d'un extrait du code pénal sénégalais, ont fait l'objet d'un examen approfondi ci-dessus. Or, il ressort de l'analyse faite *supra* que ces documents n'augmentent pas de manière significative la probabilité que le requérant puisse se voir reconnaître la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou de se voir octroyer la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

Quant aux autres considérations de la requête, elles ont pour la plupart un caractère général et n'ont pas de réelle incidence sur les constats faits ci-avant.

Pour ce qui est de la jurisprudence citée par le requérant dans son recours et dans sa note complémentaire du 20 novembre 2024, elle n'est pas de nature à infirmer les conclusions qui précèdent. En effet, le requérant n'explicite pas concrètement et précisément les éléments de comparabilité de situations qui justifieraient que le bénéfice des enseignements des arrêts qu'il cite lui soit étendu.

5.8. Au surplus, le Conseil rappelle que conformément à l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980, le bénéfice du doute ne peut être donné, notamment, que lorsque « la crédibilité générale du demandeur d'asile a pu être établie », *quod non* en l'espèce.

5.9. S'agissant de l'examen de la protection subsidiaire sous l'angle de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande de la qualité de réfugié, que les éléments présentés par le requérant ne permettent pas d'augmenter de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil estime que ces mêmes éléments ne permettent pas davantage d'augmenter de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

D'autre part, le requérant ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation dans son pays d'origine correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. Le requérant ne présente ainsi pas le moindre élément permettant d'augmenter de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la protection subsidiaire telle que prévue à l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou de la procédure, aucune indication de l'existence de pareils éléments.

5.10. *In fine*, le Conseil observe que si le requérant invoque dans son recours l'application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, il ne développe toutefois pas précisément et concrètement en quoi le Commissaire adjoint pourrait avoir méconnu cette disposition légale en prenant l'acte attaqué. L'invocation de la violation de cette disposition légale dans le moyen de la requête manque dès lors de pertinence en l'espèce.

5.11. En conséquence, le Conseil considère que le requérant ne démontre pas en quoi le Commissaire adjoint aurait violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête, aurait commis une « erreur d'appréciation », n'aurait « pas procédé à l'analyse minutieuse qui s'impose », ou encore n'aurait pas suffisamment et valablement motivé sa décision ; il estime au contraire que le Commissaire adjoint a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que le requérant ne présente à l'appui de sa demande ultérieure aucun élément ou fait nouveau qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

6. En conclusion, il découle de ce qui précède que le requérant ne présente, à l'appui de sa demande ultérieure, aucun nouvel élément ou fait qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à l'octroi du statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

7. Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi du moyen de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au sort de la demande.

8. Le Conseil ayant estimé que le requérant ne présente aucun nouvel élément ou fait qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la qualité de réfugié et qu'il puisse bénéficier de la protection subsidiaire, aucune mesure d'instruction complémentaire ne s'impose, de sorte que la demande du requérant d'annuler la décision attaquée doit être rejetée.

9. Le requérant n'ayant exposé aucun dépens pour l'enrôlement de sa requête, sa demande de « [c]ondamner la partie défenderesse aux dépens » est sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

Le recours est rejeté.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois avril deux mille vingt-cinq par :

F.-X. GROULARD,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

F.-X. GROULARD